

LES CONVERSATIONS DE GOUVIEUX

# FACE AU RETOUR DE LA GUERRE DE HAUTE INTENSITÉ



LE 8 JUILLET PROCHAIN, L'HÔTEL DE LAUZUN ACCUEILLERA LA DOUZIÈME ÉDITION DES CONVERSATIONS DE GOUVIEUX, PORTÉE ET ORGANISÉE PAR LE CEPS. UNE RENCONTRE TOUJOURS PASSIONNANTE QUI AURA CETTE ANNÉE POUR THÈME : « DE L'INDÉPENDANCE À LA DÉPENDANCE STRATÉGIQUE : COMMENT ÊTRE EN CAPACITÉ D'AGIR DE MANIÈRE INDÉPENDANTE ? COMMENT CHOISIR NOS INTERDÉPENDANCES ? ».

**D**epuis leur création, les Conversations de Gouvieux ont conservé leurs valeurs cardinales et leur originalité. Point de rencontre à cœur ouvert entre les forces armées, leurs plus hauts responsables aussi bien que les femmes et les hommes de terrain, et la société civile dans son sens le plus large du terme. Durant ces échanges, où le parler vrai et franc est de rigueur,

il s'agit de jeter un regard sur le présent sans complaisance ni défaitisme pour mieux préparer l'avenir.

## UN « ESPRIT DE GOUVIEUX »

Il existe indéniablement un « esprit de Gouvieux » qui engage tous les participants à reconnaître ceux et celles qui assument notre défense et notre sécurité au quotidien, à profiter du partage de leur expérience,

à disséminer l'esprit de défense et de sécurité. Cette année cette rencontre sera tournée vers les enjeux géostratégiques qu'impose le retour de la guerre de haute intensité en Europe portée par une grande puissance mondiale.

Il sera ainsi question d'indépendance et de dépendance choisie, de solidarité et d'autonomie stratégique, ou encore, comme fil rouge des conversations de Gouvieux au fil des années des conditions de développement des capacités que méritent nos forces armées.

## SOLIDARITÉ STRATÉGIQUE, AVEC QUI ET COMMENT ?

La solidarité stratégique repose, en premier lieu, sur une vision géopolitique et géostratégique commune. C'est l'essence même de l'Alliance Atlantique fondée en 1949 pour protéger chacun de ses membres contre toute agression militaire. Avec le retour de la guerre de haute intensité sur le sol européen cette solidarité stratégique est plus cruciale que jamais.

Comme le démontre le conflit ukrainien, la solidarité stratégique ne peut, en fait, s'exprimer uniquement dans sa dimension militaire, il faut

lui associer tous les éléments connexes que sont, entre autres, l'énergie, la transformation numérique, l'accès aux ressources rares et indispensables. C'est sur ces bases que peuvent se construire des alliances ou partenariats stratégiques à même de créer une véritable solidarité stratégique.

Toutes ces questions sont aujourd'hui sur la table de l'Union Européenne qui doit, si elle veut maîtriser son avenir, démontrer sa solidarité politique, économique et militaire.

## COMMENT RELEVER LE DÉFI DU COMBAT DE HAUTE INTENSITÉ ?

La haute intensité peut se caractériser par le niveau de violence déployé, le large éventail des moyens militaires mis en œuvre, l'intensité des combats pour maîtriser tous les espaces Terre Air, Mer mais aussi Cyberspace, voire l'Espace exo-atmosphérique, le niveau très élevé des menaces dans tous domaines de lutte et donc d'attrition des moyens humains et techniques. Les conséquences du combat de haute intensité sont accentuées par la durée des opérations militaires.

Pour faire face à ce défi colossal, toute politique de

défense doit s'inscrire dans le long terme en assurant dans la durée le niveau d'investissement indispensable tant sur le plan humain, celui des équipements, que pour la recherche et la technologie. Ces efforts financiers doivent aussi porter de manière cohérente sur l'indispensable maintien en condition opérationnelle des capacités et toute la logistique associée à la durée et la haute intensité des opérations.

Il s'agit, dès lors, de trouver le meilleur équilibre entre la qualité des équipements, le haut niveau de technologie qu'ils intègrent et la quantité à acquérir et à maintenir au plus haut niveau de disponibilité. L'industrie de défense joue un rôle clé face au défi de la haute intensité. En premier lieu, en coopération étroite avec les forces armées elle doit répondre au mieux à des besoins opérationnels exigeants et évolutifs.

Elle doit également pouvoir répondre à une montée en puissance rapide de production d'armements, de munitions, de pièces de rechange, voire d'équipements lourds. Cela concerne en particulier l'ensemble des nombreuses entreprises sous-traitantes. On le

voit, faire face au défi du combat de haute intensité, appelle à une consolidation certaine de nos modèles d'armées et à une réflexion d'ensemble sur les moyens et l'organisation de l'ensemble des acteurs impliqués dans la défense.

## COMMENT RELEVER LE DÉFI DE L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE À L'HORIZON 30 ANS ?

Tout d'abord il ne faut pas confondre autonomie stratégique et autarcie. Il s'agit bien de définir les domaines clés que nous, européens, nous voulons maîtriser pour garder la main sur notre avenir en préservant nos valeurs communes et nos intérêts partagés. Ensuite se pose la question des alliances et partenariats stratégiques à même de contribuer à consolider, et non conditionner, cette autonomie stratégique sans prise de risque majeur.

Les domaines clés qui définissent le niveau d'autonomie stratégique requis ont déjà été évoqués, il s'agit bien sûr de la défense et la sécurité, de l'énergie, de la transformation digitale, des métaux rares ou encore de la santé. La question de l'alimentation vient sans doute aujourd'hui s'ajouter à cette liste. La plupart de ces domaines, en particulier la défense ou encore l'énergie, demande des investissements sur le long terme, certains de gros efforts sur le court terme comme le numérique.

Tous sont conditionnés par un haut niveau de recherche fondamentale et appliquée, par des capacités d'innovation rapides sans oublier un haut niveau de compétences humaines. Enfin, rappelons qu'il ne saurait y avoir une quelconque autonomie stratégique si les industries et les entreprises qui portent tous ces domaines ne sont pas localisées de manière très significative en Europe.

## Ils ont confirmé leur participation

- **Général Eric Autellet**, major général des Armées
- **Bruno Berthet**, président d'Aresia
- **Général Thierry Burkhard**, chef d'État-Major des Armées
- **Nicolas Chamussy**, président de Nexter
- **Emmanuel Chiva**, directeur de l'Agence de l'innovation de défense
- **Camille Grand**, secrétaire général adjoint de l'OTAN
- **Mariliis Gross**, directeur adjoint du département OTAN-UE du ministère estonien de la Défense

- **Marwan Lahoud**, président exécutif de Tikehau ACE Capital, administrateur du CEPS
- **Emmanuel Levacher**, président d'Arquus
- **Denis Macshane**, ancien ministre britannique des Affaires Européennes
- **Thierry Renaudin**, président exécutif de John Cockerill Defense
- **Général Christian Rodriguez**, directeur général de la Gendarmerie nationale
- **Général Didier Tisseyre**, commandant de la Cyberdéfense
- **Amiral Pierre Vandier**, chef d'État-Major de la Marine